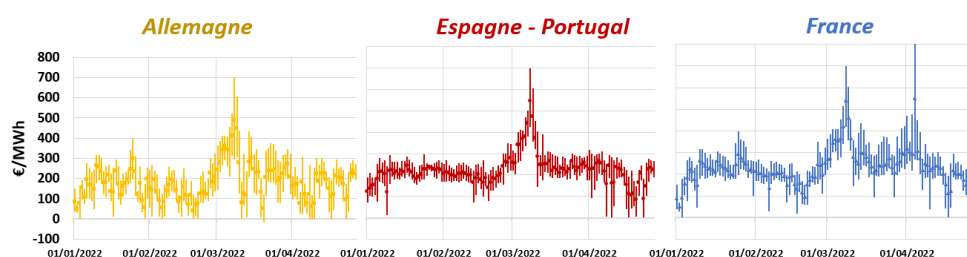


Evolution des prix en Espagne

Éléments complémentaires à la tribune du Monde « Le mensonge comme ultime défense du marché de l'électricité », Anne Debrégeas, février 2022.

Contrairement à ce qu'affirme avec d'autres la présidente de la Commission Ursula Von Der Leyen, la péninsule ibérique n'est pas « plus exposée à l'évolution du prix du marché de gros », comme le montre la Figure 1, établie à partir des données Spot depuis le début de l'année 2022 sur trois zones.



Prix spot moyen	179 €/MWh	220 €/MWh	233 €/MWh
Amplitude journalière moyenne	154 €/MWh	110 €/MWh	151 €/MWh

Figure 1 : Moyenne journalière du prix spot (points) et amplitude journalière du prix (barres) entre le 1^{er} janvier et le 27 mars 2022, en Allemagne, Espagne-Portugal et France. Sources des données ENTSOE et EPEX

Dans le détail, la moyenne des prix depuis début 2022 est plus faible en Espagne-Portugal (220 €/MWh) qu'en France (233 €/MWh). L'amplitude journalière de prix (écart entre le maximum et le minimum de la journée) est par ailleurs plus faible en Espagne (110 €/MWh) qu'en Allemagne et en France (environ 150 €/MWh). Au bilan, la France est, dans ces trois zones, celle qui est la plus exposée à l'évolution du prix de marché de gros, bien que disposant du mix de production de plus faible coût, de la plus faible proportion d'ENR et d'un bon niveau d'interconnexions avec les systèmes électriques voisins. Il en est de même en 2021, où la moyenne des prix spots était de 96 €/MWh en Espagne et de 109 €/MWh en France.

En revanche l'Espagne est celle qui retransmet le plus les prix du marché de gros dans les tarifs des consommateurs, comme le demande la Commission Européenne. Ceci est illustré sur la Figure 2, qui montre clairement que si les prix spots évoluent de manière similaire dans les trois zones, les tarifs aux clients résidentiels « suivent » ces prix spots en Espagne. En Allemagne et en France, les tarifs protègent encore tant bien que mal les consommateurs résidentiels de ces fluctuations, qui n'ont par ailleurs pas grand-chose à voir avec l'évolution des coûts du système électrique¹. Le « problème » de l'Espagne et du Portugal n'a donc rien à voir avec les quantités d'énergie renouvelable dans le mix électrique ou le niveau d'interconnexion de leurs systèmes électriques, mais dans la mise en application de tarifications dynamiques répercutant le prix de marché de gros aux consommateurs, répondant en cela aux injonctions de la Commission Européenne et de l'ACER.

¹ Cf. Tribune du 19/02/2022 : [« Sans les marchés, le prix de l'électricité n'aurait pas évolué significativement » \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

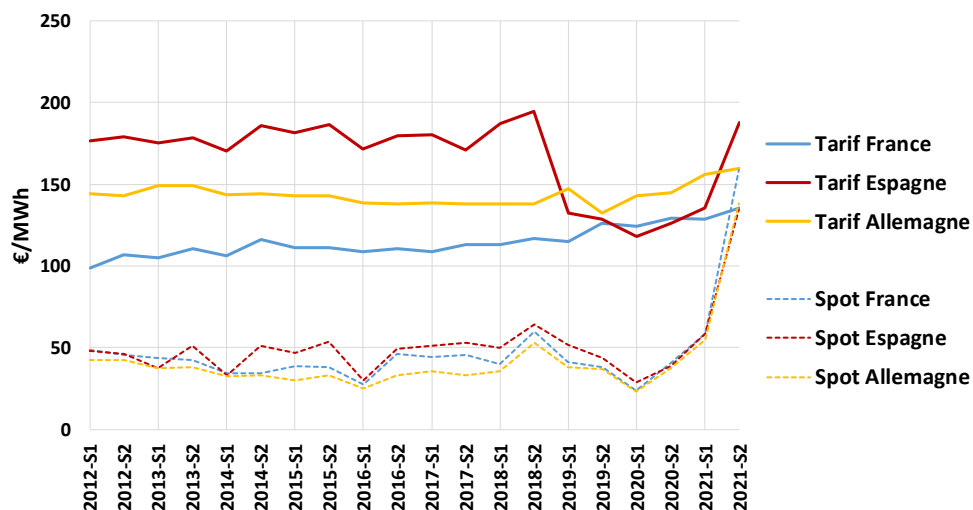


Figure 2 : Evolution semestrielle de la moyenne des prix spot (source ENTSOE et EPEX) et des tarifs hors taxes aux clients résidentiels (consommation annuelle < 5 MWh, source Eurostat) depuis 2012, en Allemagne, en France et en Espagne

Il est donc particulièrement troublant qu'Ursula Von der Layen invoque, pour justifier les difficultés des consommateurs espagnols, un manque « *d'interconnexion avec le marché européen* ». Non seulement leur exposition aux prix de marché résulte bien de la mise en application zélée des règles européennes des marchés de l'électricité, mais cela renforce la confusion entre le système électrique *physique* et les échanges *financiers* entre acteurs. Clairement, le « marché » est du ressort de cette deuxième catégorie.

(Les deux graphes ci-dessous sont de données publiques. Voir fichier Excel [ici](#).)